

Parc naturel régional

de

Camargue

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché 2020-09-01

**MISSION D'ASSISTANCE EXTERIEURE SUR L'ETUDE DE STRUCTURATION D'UNE
FILIERE DE PESCATOURISME**

DATE et HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Le 24 décembre 2020 à 17h00



Article 1 – Pouvoir adjudicateur

1.1 – Nom et adresse officielle du pouvoir adjudicateur

Syndicat Mixte du Parc naturel régional de Camargue

Mas du Pont de Rousty

13200 ARLES

04 90 97 10 40

1.2– Type du pouvoir adjudicateur

Etablissement public

1.3 - Représentant du pouvoir adjudicateur :

M. Roland Chassain, Président du syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue ou Monsieur Régis Vianet, directeur du syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue.

Article 2 – Objet de la consultation

La consultation porte sur les prestations désignées ci-après : « **Mission d’assistance extérieure sur l’étude de structuration d’une filière de péculture** »

Article 3 – Mode de passation

3.1. – Mode de passation

La présente consultation fait suite à une procédure infructueuse. Elle est passée selon les dispositions de l’article R2122-8 du code de la commande publique. Pour ce marché, l’arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (option B) est applicable.

3.2 – Allotissement

La prestation fait l’objet d’un lot unique, car le découpage de la prestation en lots séparés entraînerait des difficultés techniques et un surcoût. Aucune décomposition en tranche n’est prévue.

3.3. Options

Au sens du droit européen, le marché pourra être modifié en cours d’exécution par le biais d’avenants, marchés complémentaires...

3.4 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres. Le cas échéant seuls les 3 candidats ayant présenté la meilleure offre au regard des critères de sélection prévus par le règlement de la consultation seront invités à participer à la négociation. Si moins de 3 candidats répondent à la consultation, la négociation se déroulera avec le ou les candidat(s) ayant présenté une candidature recevable. La négociation pourra se dérouler par mail, par téléphone ou par le biais d’une réunion. Les candidats devront joindre à leur offre des coordonnées valides.

Article 4 - Cotraitance

Les candidats peuvent se porter candidats à la présente consultation sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Le groupement désignera un mandataire commun.

L’appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d’un groupement est globale. Il

n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Article 5 – Caractéristiques principales du marché

5.1 – Montant du marché

L'enveloppe budgétaire allouée à la satisfaction du besoin s'élève à 45 000 € TTC maximum.

Le prix du marché est fixé par l'acte d'engagement et la décomposition du prix global et forfaitaire.

5.2- Durée du marché et délais d'exécution

Le marché s'exécutera après notification et réception d'un ordre de service. A compter de la réception de ce dernier le délai d'exécution contractuel est de 7 mois.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est prévue pour le mois de janvier 2021. La durée administrative du marché est de 12 mois.

Article 6 – Mode de règlement et modalités essentielles de financement

6.1- Mode de règlement

Le paiement des prestations s'effectuera par mandat administratif, suivi d'un virement administratif, suivant les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur. Pour les entreprises soumises à l'obligation de dématérialisation, les factures seront transmises par le biais de Chorus Pro.

6.2 –Modalités essentielles de financement

Le financement de l'opération est le suivant : Financements européens INTERREG

Article 7 – Modalités de la consultation

7.1. Retrait ou demande du dossier

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.marchesonline.com/>

Il est possible de télécharger les documents correspondants en ayant le choix de s'authentifier ou non sur la plate-forme. Cependant, il est important de rappeler qu'en cas de modification de la consultation (dates, rectificatif/complément, question/réponse), le pouvoir adjudicateur devra être en mesure de contacter les entreprises pour leur transmettre les éléments actualisés. C'est pourquoi il est conseillé de s'authentifier et de laisser ses coordonnées sur la plate-forme pour télécharger le DCE.

7.2. Contenu du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Un Acte d'Engagement (AE)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- Le Cahier des clauses administratives particulières CCAP)

Pour ce marché, l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles est applicable.

7.3 Documents à produire par les candidats :

7.3.1 Documents à produire par tous les candidats :

Les entreprises auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Un dossier de candidature comprenant :

Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

- La lettre de candidature ou **imprimé DC 1** (à télécharger sur le site www.economie.gouv.fr)
- La déclaration du candidat individuel ou du groupement (ou « **imprimé DC2** ») (à télécharger sur le site www.economie.gouv.fr)
- Si le candidat est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (pouvoir de la personne signataire ou extrait du Kbis, extrait du PV de conseil d'administration...)
- Les attestations d'assurance du candidat en cours de validité
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Le candidat produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités techniques de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

- Un dossier d'offre comprenant :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé par la personne habilitée à engager le candidat ainsi que les annexes éventuelles en cas de sous-traitance.
- un devis, récapitulant les éléments suivants :
 - phase par phase les étapes de la mission,
 - le nombre de jours consacrés à chaque phase,
 - le prix unitaire par jour en fonction des intervenants,
 - le prix total par phase,
 - le prix total de la prestation.
- Un mémoire technique, explicitant clairement comment le prestataire compte répondre à chacune des attentes énoncées dans le cahier des charges, et comprenant notamment la méthodologie proposée pour les phases 1 et 2.
- Les moyens humains proposés : description de l'équipe affectée au projet, en précisant le nom des intervenants, leur curriculum vitae détaillé et le nombre de jours envisagé pour chacun.
- Le calendrier global d'intervention

7.3.2 Documents à produire uniquement par le candidat arrivé en tête du classement :

A l'issue de la consultation, le candidat arrivé en tête du classement devra fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public. Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat. Pour en savoir plus : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23384>

7.4. Sélection des candidatures et jugement des offres

Candidatures :

Sont éliminées les candidatures qui ne sont pas recevables. Sont également éliminées les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées au présent règlement de consultation.

La personne publique décide discrétionnairement de demander des compléments de candidature. Elle se réserve également la possibilité d'analyser la recevabilité des candidatures après avoir effectué l'analyse des offres.

Sont éliminées les candidatures qui ne satisfont pas aux niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : Garanties et capacités techniques et financières - Capacités professionnelles.

Offres :

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur décide discrétionnairement de demander la régularisation des offres. Les offres déclarées inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse définie en fonction des critères suivants affectés des coefficients de pondération:

- Le prix de l'offre : 60 %
- Valeur technique : 40 %

a) Prix des prestations : (60%)

Le prix sera analysé sur la base du détail quantitatif estimatif. L'offre la moins-disante se verra attribuer la note maximale, soit 60 points. Les autres candidats seront notés par rapport à l'écart entre leur offre de prix et l'offre la moins-disante soit :

Note prix = 60 x (offre du moins-disant/offre du candidat)

Les offres anormalement basses ne seront pas classées.

b) Valeur technique de l'offre : (40%)

La valeur technique sera appréciée selon les sous-critères suivants et comptera pour 40% de la note finale :

- Sous critère 1 : Description de l'équipe affectée au projet, expérience des intervenants (10%)
- Sous critère 2 : Méthodologie d'exécution des prestations (30%)

A la note obtenue, sera appliqué le coefficient de pondération du critère considéré.

7.5. Langue de rédaction des propositions et unité monétaire

Les propositions doivent être rédigées en langue française, les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : EURO.

7.6. Modification de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.7. Conditions d'envoi des candidatures et des offres

Les candidats sont autorisés à adresser leur offre **par voie électronique**.

Les dossiers devront être transmis sur le profil d'acheteur du Parc de Camargue, sur la plateforme « marché online » à l'adresse suivante : <http://www.marchesonline.com/>

Les candidats devront alors suivre les instructions prévues par la plateforme. En cas de signature électronique des offres, ils devront s'assurer que la signature est valide et conforme à la réglementation.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

7.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

7.9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour élaborer leur proposition technique et financière, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande **écrite** au Parc naturel régional de Camargue, sur la plateforme de dématérialisation <http://www.marchesonline.com/> ou par mail à l'adresse suivante : (mpublic@parc-Camargue.fr) en rappelant l'objet de la consultation.

Une réponse sera alors adressée **par écrit** au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant été destinataires du dossier de consultation.